

ÉLECTION COMPLÉMENTAIRE AU CONSEIL-EXÉCUTIF DU 28 FÉVRIER

Pierre-Alain Schnegg, politicien-entrepreneur

► **Actif en politique depuis 2013 seulement**, l'UDC

de Champoz Pierre-Alain Schnegg gravit les échelons à vitesse grand V.

► **Après avoir été élu en 2014 au Grand Conseil** et au Conseil du Jura bernois, cet entrepreneur à succès convoite aujourd'hui une place au Gouvernement cantonal.

► **Décrit** comme un «libéral pur et dur», compétent, sérieux et travailleur, il compte bien apporter sa vision d'entrepreneur au sein de l'exécutif, avec l'espoir de rendre le canton plus efficace.

– *Le Quotidien Jurassien*: Vous avez décroché votre premier mandat politique en 2013. Aujourd'hui, vous êtes candidat au Gouvernement. Une ascension fulgurante?

– Pierre-Alain Schnegg: Je n'ai jamais fait de plan de carrière politique. Il y a deux ans, je me suis simplement mis à la disposition du parti pour le Grand Conseil et j'ai été élu. Après la démission de Philippe Perrenoud, il était logique que le plus grand parti du Jura bernois présente quelqu'un. Il est vrai que je n'ai pas une grande expérience en politique mais j'ai toujours suivi de près ce qu'il se passait. Et puis ça peut aussi être une chance d'avoir des personnes qui arrivent avec un regard neuf par rapport aux

politiciens au long cours.

– **Comment se passe cette campagne?**

– Bien! J'ai l'occasion d'échanger avec des personnes de toutes les régions du canton. Je comprends le dialecte, sans le parler. Je m'exprime en bon allemand. C'est très bien accepté.

– **L'UDC a choisi de briguer les deux sièges laissés vacants par le Parti socialiste. Une attitude jugée agressive par certains puisque 5 bourgeois (dont 3 UDC) pourraient se retrouver au Gouvernement. Est-ce de nature à compromettre les chances du ticket bourgeois?**

– Le 28 février, deux sièges sont en jeu. Le PS les convoite les deux. Il est logique que la droite en fasse de même. Avec un seul conseiller d'État alors qu'elle aurait droit à 2,3 sièges au vu de sa force politique,

l'UDC est actuellement sous-représentée. Si nous devons être surreprésentés quelque temps, ça ne choquera pas. Personne ne s'offusque que le PS soit surreprésenté depuis 2006.

– **Lors des dernières élections au Gouvernement, le candidat socialiste a toujours devancé le candidat UDC dans le Jura bernois. En 2014, cette avance s'est révélée déterminante. Comment comptez-vous inverser la tendance?**

– Je pense que le travail que j'ai effectué dans le Jura bernois à la tête des conseils d'administration de Celtor et de l'hôpital parle en ma faveur. Les bons résultats obtenus dans ces institutions ont certes

été acquis en équipe, mais ça montre que quand on veut atteindre un objectif, on peut. Ma longue expérience dans une fonction de direction est aussi un atout. S'y ajoute le fait que la droite a réalisé de bons scores lors des derniers scrutins. Les gens ont envie d'un changement. Je peux l'incarner.

Efficacité, le maître mot

– **En quoi feriez-vous un bon conseiller d'État? Que pouvez-vous apporter au canton?**

– Je pourrais apporter mon expérience de direction, d'entrepreneur, une vision pragmatique. J'ai de l'expérience dans la gestion d'entreprises publiques, la négociation, le travail en collaboration avec les communes. Par ailleurs, peu de candidats ont l'avantage d'avoir à la fois des connaissances du monde de l'économie privée et des dossiers de la santé.

– **Vous dites vouloir insuffler un esprit d'entreprise au Gouvernement. Mais peut-on vraiment gérer un canton comme une entreprise?**

– Pas tout à fait. Mais certains principes utilisés dans la gestion d'entreprise peuvent tout à fait être appliqués au canton. Je pense par exemple aux réflexions sur l'efficacité des processus. Dans une entreprise, on se demande comment produire efficacement, comment proposer les prestations aux clients. Au niveau d'un canton, on devrait aussi s'interroger plus systématiquement. Pourquoi procède-t-on ainsi? Est-ce que cette presta-

tion est vraiment utile? Pourrait-on simplifier certaines tâches grâce à la technologie?

- L'une de vos premières interventions au Grand Conseil visait à supprimer 10% des postes dans l'administration. Êtes-vous de ceux qui pensent que le canton dépense trop?

- À l'UDC, nous sommes pragmatiques. S'il y a des propositions pour réduire les coûts, nous sommes pour. Certaines choses pourraient être gérées différemment. Prenez l'autonomisation des services psychiatriques. Le canton va forcément être allégé de certaines tâches puisqu'il aura 2000 collaborateurs en moins à gérer. Peut-on dès lors économiser des postes de travail suite à cette réorganisation? Le canton ne s'est pas posé la question!

- Le canton va-t-il si mal?

- Il y a des choses qui fonctionnent bien: la dette a été réduite, nous avons une bonne loi sur les soins hospitaliers, même si des améliorations pourraient être apportées. Malheureusement, le canton a perdu en attractivité. Nous sommes en queue de classement dans beaucoup de domaines, fiscal notamment. Le nombre de personnes qui travaillent dans le canton mais qui n'y habitent pas est en hausse. Le niveau de fiscalité joue un rôle, notamment pour les gens fortunés.

Il faut travailler à baisser la pression fiscale. Avec un canton plus efficace, on pourrait dégager une marge de manœuvre.

- Quelles doivent être les autres priorités du canton?

- Mettre sur la table le problème ville-campagne, empoigner le contournement routier dans l'Emmental et la Haute-Argovie. Dans le domaine de la santé, on peut se demander s'il est acceptable que la région de Zweisimmen ne soit desservie que par une seule ambulance...

- Justement, si vous deviez hériter du département de la santé et du social, quelles seraient vos priorités?

- Dans le domaine hospitalier, je pense qu'on peut être plus efficace en ville de Berne, où il y a encore 9 stations d'urgence. La médecine de pointe pourrait être encore davantage concentrée. En revanche, on doit pouvoir proposer des soins de base dans toutes les régions. Et si on doit supprimer des prestations hospitalières, il faut en parallèle augmenter les prestations de sauvetage et d'urgence. Quant aux services sociaux, ils devraient être là pour aider les plus faibles mais pas être un oreiller de paresse pour paresseux! Il n'est par exemple pas normal qu'un jeune au social gagne davantage que celui qui fait un apprentissage. Il faut mettre en place des mécanismes qui

favorisent le retour au travail.

- Si vous êtes élu, vous ferez partie de la Délégation aux affaires jurassiennes et devrez mener à bien la phase des votes communalistes en vue de régler la Question jurassienne. Comment entendez-vous gérer ce dossier, vous qui vous êtes exprimé contre ces votes?

- Je trouve dommage qu'on ait utilisé ce mécanisme communaliste pour clore ce malheureux chapitre. Pourquoi pas, pendant qu'on y est, faire voter les gens par quartier ou par immeuble? Quoi qu'il en soit, le processus est lancé. Mais le Gouvernement devra s'engager pour que les communes concernées restent dans le canton de Berne. Il peut se permettre d'être plus actif. Le Gouvernement jurassien ne se gêne pas. Nous avons beaucoup d'atouts à mettre en avant.

- Que diriez-vous aux citoyens avant cette élection?

- Qu'ils ont l'occasion de nommer quelqu'un au bénéfice d'une grande expérience de direction, qui fait avancer les dossiers et qui se battra pour obtenir de beaux projets pour la région. Le Jura bernois doit devenir une force de proposition et cesser de se poser en pleurnicheur. Nous avons les outils nécessaires pour imposer nos idées.

Propos recueillis par

CÉLINE LO RICCO CHÂTELAIN

PROFIL



► **Pierre-Alain Schnegg**, UDC, 53 ans, domicilié à Champoz.

► **Marié**, quatre enfants adultes.

► **Formation de base** d'employé de commerce. Ingénieur HES. Co-fondateur et ancien directeur de l'entreprise informatique Solvaxis. Président des

conseils d'administration de l'Hôpital du Jura bernois et de Celtor.

► **Parcours politique**: député au Grand Conseil depuis 2014, membre du Conseil du Jura bernois depuis 2014, conseiller communal à Champoz (2015).

D'où vient votre intérêt pour la politique?

J'aime savoir comment fonctionnent les choses et l'avenir de ma région, de mon canton et de mon pays m'intéressent. Si je peux apporter ma contribution, alors tant mieux.

Quelle devrait être la qualité première d'un conseiller d'État?

Disposer de facultés d'écoute et de direction.

La principale raison de votre candidature?

Permettre que le Jura bernois puisse être représenté par une personnalité attachée à sa région et qui défend le développement de celle-ci dans le cadre du canton de Berne.

Si vous aviez une grande maison, seriez-vous prêt à accueillir un requérant d'asile chez vous?

Si j'avais un appartement à disposition, pourquoi pas. Mais je ne suis pas sûr que ça résoudrait la problématique. Et encore faudrait-il s'assurer qu'il puisse s'intégrer convenablement dans le circuit de cette manière.

Une citation qui vous correspond?

Plutôt deux mots: liberté et indépendance.

Une personnalité politique que vous admirez? Adolf Ogi.

Dans les moments difficile, qu'est-ce qui vous fait avancer?

Me dire qu'après un moment difficile suit forcément un moment qui l'est moins. Ma capacité aussi à relativiser et à me rappeler que nous sommes des privilégiés ici.

Quels sont vos passe-temps favoris?

La photographie, la pratique du ski et du vélo.

Votre livre de chevet?

Le capital au XXI^e siècle, de l'économiste français Thomas Piketty.

À combien s'élève votre budget de campagne?

Le budget du parti s'élève à 250 000 fr. Chaque candidat contribue à hauteur de 25 000 fr.